

Extrait du CGT Crédit Agricole

[http://www.cgtca.net/article.php3?id\\_article=215](http://www.cgtca.net/article.php3?id_article=215)

# LE PACTE EURO PLUS

- Editorial -



Date de mise en ligne : mercredi 31 août 2011

## **Description :**

Face à une crise économique et financière qui a plongé l'Europe dans la pire des situations depuis plusieurs décennies avec plus de 23 millions de chômeurs, particulièrement les jeunes, la seule réponse des leaders politiques européens a été l'adoption de mesures d'austérité, la pression à la baisse des salaires, des services publics, de la Sécurité sociale, des pensions et des conditions de travail et de vie.

---

**CGT Crédit Agricole**

---

Ainsi, sous prétexte de mettre en place un cadre permettant de « mieux résoudre les crises et d'améliorer la discipline budgétaire », les chefs d'États et de gouvernements de la zone Euro ont décidé d'adopter le pacte euro Plus, sous l'impulsion initiale de Nicolas Sarkozy et d'Angela Merkel.

Celui-ci s'inscrit dans la continuité des politiques mises en oeuvre ces dernières années, notamment la stratégie Europe 2020 concernant l'emploi et la politique économique.

Il s'agit officiellement de favoriser la compétitivité de la zone Euro et la convergence des pays membres sur la base de la compression des salaires et des droits sociaux.

De fait, le pacte oblige les États membres à intégrer dans les programmes nationaux « de réforme et de stabilité » des actions et engagements concrets selon un calendrier.

Cela réduit surtout une nouvelle fois la capacité des gouvernements élus de décider de leur politique économique et sociale. La logique étant de prendre comme référence les politiques les plus libérales des « meilleurs élèves » de la classe européenne. Nicolas Sarkozy s'emploie d'ailleurs à faire de la France un de ces « bons élèves » !

Officiellement encore, les objectifs affichés sont de :

- ▶ favoriser la compétitivité,
- ▶ favoriser l'emploi,
- ▶ mieux contribuer à la viabilité des finances publiques,
- ▶ renforcer la stabilité financière.

L'examen des mesures préconisées montre qu'il s'agit surtout d'appliquer une nouvelle série de mesures visant à diminuer les salaires, réduire les protections sur le travail et les garanties collectives, continuer à attaquer les systèmes solidaires de retraite, santé et prestations sociales. En voici donc les principales dispositions dans le document joint.